CICG
Centre d'Information et de Communication Gouvernementale
CÔTE D'IVOIRE

Revue de Presse
QUOTIDIENNE

www.gouv.ci 101

Vendredi 27 novembre 2026

PRESSE NATIONALE

Politique

Fraternité Matin

RECEVANT LA VICE-SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES / OUATTARA : « NOUS AVONS ÉTÉ UN BON MODÈLE DE SORTIE DE CRISE »

La Côte d'Ivoire et les Nations unies entretiennent des relations marquées par une histoire de coopération et de solidarité, particulièrement durant les années de crise qu'a traversées le pays. Recevant, hier, à sa résidence, Amina Jane Mohammed, vice-Secrétaire générale des Nations unies, le Président de la République, Alassane Ouattara, a tenu à rappeler le rôle déterminant de l'organisation internationale dans le processus de sortie de crise et de consolidation de la paix en Côte d'Ivoire. « J'ai le grand plaisir d'accueillir Mme Amina Jane Mohammed. Je lui ai indiqué le rôle important que les Nations unies ont joué en Côte d'Ivoire pendant la crise », a déclaré le Chef de l'État. Pour lui, l'expérience ivoirienne constitue un exemple encourageant de sortie de crise. « Nous avons été un bon modèle de sortie de crise », a-t-il souligné, en faisant référence au retrait des forces des Nations unies du territoire ivoirien, contrairement à d'autres pays où leur présence se poursuit. Le Président Ouattara a également salué la qualité des relations entre Abidjan et l'organisation internationale.

soirinfo

7E RETRAITE ANNUELLE DU FORUM DES DIPLOMATES AFRICAINS À ADDIS-ABEBA (FADA) À ABIDJAN : PAIX, SÉCURITÉ ET AGENDA 2063 AU CŒUR DES DÉBATS

La Côte d'Ivoire accueille, depuis le jeudi 26 novembre 2026, la 7e retraite annuelle du Forum des Diplomates Africains, à Addis-Abeba (FADA). Réunis au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, à Abidjan-Plateau, plus de 300 diplomates venus des missions africaines à Addis-Abeba débattent, pendant deux jours, du thème central « Évaluer les liens entre paix et sécurité, intégration et développement dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 ». La cérémonie d'ouverture a été marquée par trois allocutions qui ont donné le ton des travaux : celle du Secrétaire général (SG) du ministère d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Évariste Koffi Yapi, représentant la ministre d'État Nialé Kaba ; celle du président du FADA, Franck Adiko ; et celle du responsable de programme à l'Institut d'Études de Sécurité (ISS), Dr Dawit Yohannes, partenaire privilégié de la rencontre. Au nom de la ministre d'État, Koffi Yapi a rappelé que le pays, champion de l'Union africaine (Ua) pour le suivi de l'Agenda 2063 sous l'impulsion du Président Alassane Ouattara, a fait de la paix le socle de son développement.

Economie

Fraternité Matin

5E ÉDITION DU SIETTA : BEUGRÉ MAMBÉ PRÉCONISE DEUX LEVIERS POUR ACCÉLÉRER L'INDUSTRIALISATION

La 5e édition du Salon International des Équipements et des Technologies de Transformation de l'Anacarde (SIETTA) a ouvert ses portes, hier, au Palais de la culture de Treichville. Organisé par le Conseil du Coton, de l'Anacarde et du Karité, l'évènement réunit les producteurs, les coopératives, les transformateurs, les équipementiers, les investisseurs et les institutions publiques. Autour du thème : « La transformation de l'anacarde : au-delà de l'amande ». À cette occasion, le Chef du gouvernement ivoirien a salué les performances du secteur, avec un taux de transformation de 57 %. « Transformons davantage, créons de la valeur et allons à la recherche de nouveaux marchés. L'Afrique est capable de cela. Faisons de l'anacarde un puissant levier d'industrialisation et de prospérité partagée par tous nos pays et dans

tous nos pays », a-t-il exhorté. « Il est temps que les jeunes ivoiriens s'intéressent aux sciences, aux mathématiques et aux techniques pour que nous puissions fabriquer ici, en Côte d'Ivoire, les machines qui servent à faire la transformation », a-t-il insisté, avant de recommander aux banquiers « d'être très compréhensifs envers tous ceux qui vont prendre des initiatives dans la seconde transformation des matières issues du cajou ».

L'EXPRESSION

CONSEIL INTERNATIONAL CONSULTATIF DU CAJOU : LA CÔTE D'IVOIRE PREND LA TÊTE DU CONSEIL DES MINISTRES

Les pays producteurs de cajou amorcent une nouvelle dynamique tournée vers la convergence et la transformation locale. Réuni le mercredi 25 novembre 2026 à Abidjan, le 8e Conseil des ministres du Conseil International Consultatif du Cajou (CICC) a défini les grandes orientations stratégiques et réglementaires de la filière. Les délibérations ont porté sur un agenda en huit points, aboutissant à plusieurs mesures clés dont le bilan décennal et la planification stratégique de l'institution. À ce titre, les priorités exprimées par les États membres ont concerné l'harmonisation et la réglementation des politiques nationales, l'appui effectif à la transformation locale, l'accompagnement des pays ainsi que la disponibilité du matériel végétal amélioré et de la matière première. Lesquelles priorités seront intégrées à l'évaluation du plan stratégique 2023-2027 et à l'élaboration du prochain plan stratégique. Tenue du 23 et 25 novembre 2026, cette 8e session s'est déroulée en couplage avec le Salon International des Équipements et Technologies de Transformation de la Noix de cajou (SIETTA) 2026. La présidence du Conseil des ministres du CICC est désormais assurée par Bruno Nabagné Koné, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières de la Côte d'Ivoire.

Le PATRIOTE

STOCKAGE AGRICOLE : UN PROJET PILOTE FINANCÉ PAR LA BAD LANCÉ

Avec l´appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Côte d'Ivoire vient de lancer les activités d´un projet pilote visant à développer le système de Récépissés d´Entreposage (SRE) dans le secteur agricole. La cérémonie de lancement s'est tenue à Abidjan, le mercredi 25 novembre. Financé par la BAD via le Fonds de Coopération Économique Corée-Afrique (KOAFEC), le projet s´étend sur douze mois. Il a pour objectifs de réduire les pertes post-récolte, d´améliorer les revenus des producteurs et de renforcer la souveraineté alimentaire du pays. Ce mécanisme permet aux agriculteurs de stocker leurs récoltes dans des entrepôts agréés et d´obtenir en échange un récépissé utilisable comme garantie pour accéder au crédit bancaire, évitant ainsi de brader leur production dès la récolte. À l'occasion, le directeur général de l´Autorité de Régulation du Système de Récépissés d´Entreposage (ARRE), Pr Koffi N´Goran Justin, a souligné l´importance d´articuler la modernisation des infrastructures de stockage avec la plateforme électronique d´émission des récépissés.

Le nouveau Réveil

ASSEMBLÉE NATIONALE / FINANCES PUBLIQUES : LES TROIS PROJETS DE LOI ADOPTÉS À L'UNANIMITÉ PAR LES DÉPUTÉS

Réunis en séance plénière, jeudi 26 novembre 2026, les députés ont adopté à l'unanimité les trois projets de loi relatifs aux finances publiques pour les exercices 2025, 2026 et 2027. Ces textes portent notamment sur le règlement du budget 2025, la rectification du budget 2026 et les prévisions budgétaires pour 2027. L'Assemblée nationale a donné son quitus au gouvernement sur les trois principaux textes budgétaires soumis à son examen. Au cours de la séance plénière présidée par Patrick Achi, président de l'Assemblée nationale, ces textes avaient été préalablement examinés par la Commission des Affaires Économiques et Financières (CAEF)qui avait consacré plusieurs séances à leur analyse. S'agissant du règlement du budget 2025, présenté par le ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, le rapport de la Commission met en évidence la résilience de l'économie ivoirienne dans un environnement international marqué par les tensions géopolitiques et commerciales. Malgré ce contexte, la Côte d'Ivoire a enregistré une croissance économique de 6,7%, contre 6,2% en 2024.

PROJET DE RENFORCEMENT DE LA ROUTE : L'ENQUÊTE PUBLIQUE OUVERTE

L'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) a ouvert, le mercredi 25 novembre 2026, l'enquête publique relative au rapport de l'étude d'impact environnemental et social approfondie du projet de renforcement de la route Daloa-Vavoua-Séguéla. Ce, afin de recueillir les avis et observations des parties populations impactées.

INDUSTRIALISATION : L'ÉTAT VA MOBILISER PLUS DE 100 MILLIARDS POUR DÉVELOPPER 14 ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

La Côte d'Ivoire entend accélérer son industrialisation en misant davantage sur les zones économiques spéciales. À l'ouverture de la 11e réunion annuelle de l'Organisation des Zones Économiques Africaines (AEZO), ce jeudi 26 novembre à Abidjan, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Ibrahim Kalil Konaté, a annoncé la volonté du gouvernement de mettre en place 14 zones économiques spéciales, à raison d'une dans chacun des 14 districts du pays, à l'horizon 2030. Ce programme vise à renforcer les capacités industrielles du pays et à favoriser la transformation locale des matières premières. Pour accompagner cette ambition, l'État prévoit de mobiliser entre 120 et 150 milliards de FCFA, principalement pour constituer des réserves foncières, régler les questions liées aux droits coutumiers et préparer les sites destinés aux investisseurs privés. Le gouvernement ambitionne également de porter le patrimoine industriel ivoirien à 7 000 hectares d'ici à 2030. « La Côte d'Ivoire est bien entendu disposée à promouvoir, en lien avec l'AEZO, une coopération Sud-Sud entre les zones économiques spéciales afin de bâtir ensemble des chaînes de valeur régionales intégrées », a-t-il affirmé.

INDUSTRIE AUTOMOBILE : AVEC UN MARCHÉ DE PLUS DE 500 MILLIARDS DE FCFA, LA CÔTE D'IVOIRE AMBITIONNE DE PASSER DE L'ASSEMBLAGE À UNE INDUSTRIE INTÉGRÉE

Abidjan accueille, du 26 au 28 novembre 2026, la première édition du Salon international Equip Auto en Afrique subsaharienne. La cérémonie d'ouverture s'est tenue, jeudi 26 novembre au Parc des expositions d'Abidjan. Cette rencontre réunit 150 exposants et marques autour des enjeux de développement de l'industrie automobile, avec des expositions, des conférences, des démonstrations et des rencontres professionnelles. Représentant le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Assoua Laurent Raymond, directeur de cabinet, a mis en avant les perspectives de développement de la filière automobile ivoirienne. Il a rappelé que le secteur manufacturier représente 22,7 % du PIB national et que le marché ivoirien commercialise près de 38 000 véhicules neufs par an, générant plus de 500 milliards de FCFA de recettes en 2024. Pour accompagner cette dynamique, le gouvernement mise sur le Programme de développement de l'industrie automobile de Côte d'Ivoire (PASSI 2025-2036). Ce programme vise à bâtir, à l'horizon 2035, une filière intégrée, à forte valeur ajoutée et tournée vers l'exportation. Cette stratégie repose notamment sur la montée en gamme des activités d'assemblage, l´intégration des matières premières locales, la modernisation du marché automobile et le développement du capital humain.

FLUIDITÉ DES TRANSPORTS SUR LE CORRIDOR CÔTE D'IVOIRE-MALI : DES PROGRÈS CONSIDÉRABLES ENREGISTRÉS DANS LA RÉDUCTION DES DÉLAIS DE TRANSIT

Après quatre années de mise en œuvre du programme régional de facilitation des transports et du transit inter-États, l'Observatoire de la Fluidité des Transports (OFT) connaît des progrès sur le corridor Côte d'Ivoire-Mali, avec une réduction notable des délais de transit et du séjour des marchandises au port de San Pedro. Des avancées que l'institution entend consolider, malgré la persistance de contrôles routiers excessifs et le retard des infrastructures frontalières. L'atelier de restitution du bilan des quatre années d'activités de l'OFT, dans le cadre du Programme Régional de Facilitation des Transports et du Transit inter-États (PR8), s'est ouvert le 24 novembre, à Cocody Les II Plateaux. Réunissant toutes les parties prenantes, notamment le ministère des Transports et des Affaires maritimes, le corps préfectoral, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), les institutions sous-régionales et les bailleurs de fonds internationaux, la rencontre a mis en évidence les avancées dans la circulation des marchandises entre la Côte d'Ivoire et le Mali. Des résultats encourageants, mais encore insuffisants pour garantir une fluidité optimale sur ce corridor stratégique.

ÉLEVAGE ET PÊCHE : LE MIRAH VEUT MIEUX MAÎTRISER SES DONNÉES

Le ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH) entend améliorer la fiabilité de ses données statistiques afin de mieux orienter les politiques publiques et les investissements dans les filières de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture. Cet engagement est au centre de l'atelier annuel de validation du Rapport d'Activités des Services Extérieurs (RASE 2025), ouvert le 26 novembre 2026 dans un hôtel de Yamoussoukro, avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, du Conseil National pour l'Alimentation et la Nutrition (CONANUT), et le soutien de l'Union européenne. Présidant la cérémonie d'ouverture au nom du ministre Sidi Tiémoko Touré, le directeur de cabinet adjoint, Dougnon Manguy Gouébrini, a souligné l'importance des données statistiques dans la conduite des politiques sectorielles. « On ne conduit bien que ce que l'on mesure bien », a-t-il rappelé, insistant sur la nécessité de disposer d'informations fiables pour apprécier les performances du secteur et éclairer les décisions. Il a particulièrement mis l'accent sur l'intégration des indicateurs nutritionnels dans le dispositif de collecte. Selon lui, les produits animaux et halieutiques apportent des protéines de haute valeur et des nutriments essentiels à la croissance, au développement cognitif et au maintien d'une bonne santé.

6E JOURNÉE PROSPECTIVE DU RÉGULATEUR (JPR) : L'ARTCI VEUT STRUCTURER LA COLLECTE DES DONNÉES SUR L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU NUMÉRIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

L'auditorium de l'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences (AIGF) a servi de cadre, le jeudi 26 novembre 2026, à la cérémonie d'ouverture de la 6e édition de la Journée Prospective du Régulateur (JPR), autour du thème « Quels mécanismes de collecte de données relatives à l'impact environnemental du secteur du numérique en Côte d'Ivoire ? ». Représentant le président du Conseil de régulation de l'ARTCI, Adom Roger, Hamed Sako, membre du Conseil de régulation, a salué une initiative qui s'inscrit dans le prolongement du Forum sur la normalisation, tenu à Yamoussoukro en décembre 2025. Il a souligné l'importance du suivi des recommandations issues des rencontres sectorielles, tout en rappelant que la disponibilité de données fiables sur l'impact environnemental constitue une condition essentielle pour mesurer les progrès du secteur, répondre aux attentes des partenaires et contribuer aux engagements climatiques de la Côte d'Ivoire. « Je salue cette initiative qui témoigne de l'attention portée au suivi effectif des recommandations issues des activités que nous organisons », a-t-il indiqué.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : LE CORPS PRÉFECTORAL INVITÉ À ENRICHIR UN PROJET D'ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL

Organisée dans le cadre du programme « Sécurité Alimentaire de la Fourche à la Fourchette » (SAFAR), cette rencontre de 48 heures vise à doter le pays d'un dispositif réglementaire destiné à mieux structurer la commercialisation des produits vivriers et à renforcer la régulation des marchés. L'atelier, ouvert le jeudi 26 novembre 2026 à Yamoussoukro, a bénéficié de l'accompagnement de l'Union européenne et du consortium OCPV-LE-DIAGRI. Ouvrant les travaux au nom du ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, le préfet Kouamé Bi, a invité les participants à produire un texte juridique consensuel, robuste et immédiatement applicable, susceptible d'être soumis à la cosignature des quatre ministres concernés, notamment ceux chargés du Commerce, de l'Intérieur, des Ressources animales et halieutiques et de l'Agriculture. Il a notamment attendu des travaux un diagnostic des insuffisances logistiques et administratives favorisant le contournement des infrastructures marchandes, ainsi qu'un examen approfondi du projet d'arrêté et de son rapport de présentation. Le texte devra intégrer des mécanismes opérationnels de police administrative, de contrôle routier, de traçabilité et de sanctions contre les circuits clandestins, a-t-il précisé.

PARC NATIONAL DU MONT SANGBÉ : L´OIPR ANNONCE DES MESURES POUR LA CONSERVATION

Les acteurs de la conservation du Parc National du Mont Sangbé se sont retrouvés, le mardi 24 novembre 2026, à la mairie de Touba, pour l´atelier bilan 2026 et de planification des activités 2027. Les travaux

étaient présidés par Zan Bi Goré Abel, secrétaire général de la préfecture de Touba, qui représentait le préfet de la région du Bafing, préfet du département de Touba. Ces assises avaient un double objectif : faire le point sur l´année écoulée et fixer les priorités de la suivante. À l´ouverture, le colonel Agnimel Adjissi Charles, représentant le Directeur général de l´Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), a rappelé combien cet exercice compte dans la gestion des aires protégées. « Il s'agit pour nous de dresser le bilan de la mise en œuvre du plan d'opération 2026 et de nous projeter pour la gestion de l'exercice 2027 », a-t-il indiqué, avant d'ajouter que les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG) devront aussi nourrir les réflexions.

Société

L'INTELLIGENT d'Abidjan

PJ GOUV 2026-2030 : 5,2 MILLIONS DE JEUNES VISÉS

Après avoir dépassé de plus du double son objectif initial avec le premier Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ Gouv) 2023-2025, l'exécutif entend amplifier son action en faveur des jeunes. Le nouveau programme, qui mobilise 25 ministères sectoriels et ambitionne d'impacter 5 266 421 jeunes, sera officiellement présenté. Le gouvernement ivoirien passe à une nouvelle étape de sa politique en faveur de la jeunesse. Les 30 novembre et 1er décembre 2026, le Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ GOUV) 2026-2030 sera présenté au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, en présence du Premier Ministre, Robert Beugré Mambé. À l'initiative du ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, ces deux journées seront consacrées à la présentation et aux échanges autour de ce nouveau cadre de référence de l'action publique en faveur des jeunes. Le programme intègre également la construction ou la réhabilitation de 644 structures de formation et infrastructures dédiées à la jeunesse.

Fraternité Matin

10E DÎNER DE GALA DE CHILDREN OF AFRICA / MOBILISATION DE 5 MILLIARDS DE FCFA : DOMINIQUE OUATTARA SATISFAITE DE L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF

Après l'organisation du 10e dîner de gala de la Fondation Children of Africa, le 9 octobre, l'heure est venue pour Dominique Ouattara, la présidente, d'exprimer sa gratitude aux donateurs, sponsors et partenaires. Hier, autour d'un cocktail au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, elle a rappelé l'objectif visé par ce gala. Celui de mobiliser 5 milliards de FCFA pour la construction de la Maison de la jeunesse de Treichville. Satisfaite du comité d'organisation, elle a salué la mobilisation des participants ayant contribué à la réussite de cette soirée caritative : « L'objectif visé lors du gala a été largement atteint. Cette édition aura été un véritable succès et surtout un magnifique témoignage de solidarité. Je vous en suis profondément reconnaissante ». Dominique Ouattara n'est pas surprise du soutien des donateurs. Eux qui, depuis près de 28 ans, sont aux côtés de la Fondation Children of Africa.

Fraternité Matin

ENTREPRENEURIAT FÉMININ : LA CÔTE D'IVOIRE CÉLÈBRE LA FEMME PILIER DE SON ÉCONOMIE AGRICOLE

« Agro-industrialisation au féminin : pilier de la croissance économique et de la sécurité alimentaire ». C'est le thème de la 6e édition de l'Entrepreneuriat féminin jeune en Côte d'Ivoire, célébrée le jeudi 19 novembre, au Palais de la culture de Treichville. L'événement, organisé par le Bureau de Coordination des Programmes Emploi (BCPE), sous la houlette du ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique (MPJIPSC), entre dans le cadre de la Journée Internationale de l'Entrepreneuriat Féminin (JIEF) qui se tient chaque année, à cette date. Pour le ministre Mamadou Touré, le thème de cette 6e édition vient rappeler le rôle prépondérant de la gent féminine dans l'activité agricole en Côte d'Ivoire. « L'agriculture est le socle de notre économie et les femmes en sont la cheville ouvrière. Selon la FAO, dans la région subsaharienne, 60 % des femmes qui ont un emploi travaillent dans le système agroalimentaire », a souligné le ministre.

EXAMEN DU BTS 2027 : L'INION EN LIGNE DES CANDIDATS A DÉBUTÉ

Depuis le lundi 23 novembre 2026, l'inscription en ligne des candidats à l'examen du Brevet de Technicien Supérieur (BTS) session 2027 a débuté sur la plateforme : www.examensbts.net. Le communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique indique que les candidats ont jusqu'au 22 janvier 2027 à minuit pour faire leur inscription en ligne. « Après l'inscription en ligne, chaque candidat officiel devra se faire enrôler et déposer son dossier physique auprès de l'équipe d'enrôlement au sein de son établissement d'origine, selon le calendrier qui sera établi et publié où besoin sera », oriente le communiqué. La période du 25 janvier au 28 février 2027 est consacrée à l'enrôlement biométrique et la réception des dossiers physiques des candidats officiels. Les candidats libres, eux, devront se faire enrôler et déposer leurs dossiers physiques auprès de l'équipe d'enrôlement dédiée installée à la Direction des Examens et des Concours (DEXCO).

EMPLOYABILITÉ DES JEUNES : ME ADAMA KAMARA INVITE LES ÉTUDIANTS À INVESTIR DANS LA FORMATION CONTINUE

Le ministre de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle, Me Adama Kamara, a échangé avec des étudiants de plusieurs établissements universitaires, le mercredi 25 novembre 2026, à l'occasion d'une conférence-débat organisée à l'Université Félix Houphouët-Boigny, autour du thème : « Développement personnel et employabilité : bâtir la force mentale et l'ambition professionnelle de la jeunesse ivoirienne ». Cette rencontre ambitionne d'encourager les jeunes à développer leurs compétences, à renforcer leur employabilité et à cultiver la confiance en soi afin de contribuer pleinement à la construction de la Côte d'Ivoire de demain. « Cette université ne m'a rien promis. Elle m'a donné mieux : le goût du travail, l'exigence de mes maîtres et l'envie d'oser. La seule chose que vous devez avoir, c'est la volonté d'apprendre. La Côte d'Ivoire de demain a besoin de vos talents. Elle a surtout besoin que vous croyiez en vous autant qu'elle croit en vous », a déclaré Me Adama Kamara.

Culture

SICA 2026 : BEUGRÉ MAMBÉ DONNE LE TON POUR UNE INDUSTRIE AUDIOVISUELLE AFRICAINE PLUS FORTE

Le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, a présidé, jeudi 26 novembre 2026, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, à Cocody, la cérémonie officielle d'ouverture de la 4e édition du Salon International du Contenu Audiovisuel d'Abidjan (SICA). Placée sous le thème de l'économie des contenus et de la diplomatie culturelle, cette rencontre a pour objectif d'accélérer la structuration et le financement des industries audiovisuelles et cinématographiques africaines. À travers cette cérémonie, la Côte d'Ivoire démontre son ambition de renforcer son positionnement comme un carrefour de la création, de la production et de la commercialisation des contenus audiovisuels africains. Cette quatrième édition porte une ambition claire, notamment faire de l'Afrique un continent producteur et exportateur de contenus, plutôt qu'un simple marché de consommation. Pour le ministre de la Communication, le potentiel créatif du continent doit désormais se traduire en investissements, en emplois et en richesses. Cela passe par des mécanismes de financement adaptés, la formation, la protection des droits des acteurs et l'ouverture de nouveaux marchés.

FINANCEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES EN CÔTE D'IVOIRE : FRANÇOISE REMARCK SIGNE UN PARTENARIAT AVEC LA BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

Le ministère de la Culture et de la Francophonie et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) viennent de signer un partenariat de trois ans. Une Convention conclue, le mercredi 25 novembre 2026, au Musée national du costume de Grand-Bassam, qui vise à faciliter l'accès des entreprises culturelles ivoiriennes au financement et à soutenir le développement des Industries Culturelles et Créatives (ICC). De ce protocole d'accord, on retient qu'il prévoit un accompagnement des entreprises culturelles ainsi que des mécanismes destinés à faciliter leur accès aux financements, directement ou par l'intermédiaire des banques partenaires. Avec surtout une attention particulière accordée aux femmes et aux jeunes. Les secteurs de l'audiovisuel, de la musique, de la mode et du patrimoine, ainsi que les autres domaines de la création ivoirienne sont concernés par cette coopération.

Françoise Remarck a également reconnu l'expertise de la BERD en matière d'assistance technique, de mobilisation de financements et de dialogue sur les politiques publiques, estimant qu'elle constitue un atout pour accompagner la transformation de l'écosystème culturel ivoirien.

Sport

COUPE DU MONDE U17 / JAMAÏQUE-CÔTE D'IVOIRE : 1-3 : LES ÉLÉPHANTEAUX QUALIFIÉS POUR LE SECOND TOUR

La Côte d´Ivoire valide sa qualification en 16es de finale. Elle a réussi à faire le job face à la Jamaïque, ce jeudi, lors de la troisième journée de la phase de groupes. Les U17 viennent de s'imposer face à la Jamaïque (1-3). Les Ivoiriens se qualifient. Abdoul Doumbia a ouvert la marque pour la Côte d´Ivoire à la 27e minute de jeu. Koundougnon Drebo a fait le break à la 44e minute de jeu. Il s´est offert même un doublé dans les arrêts de jeu de la première période. Malgré l´éveil en seconde période, la Jamaïque n´a pas pu égaler les Ivoiriens. Jamone Anthoney réduit l´écart à la 47e minute. Mais, cela n´a pas suffi. La Côte d´Ivoire est qualifiée pour le tour suivant. Elle jouera lundi son match des 16es de finale.

» VU SUR LE NET

Economie

NOIX BRUTE DE CAJOU : ROBERT BEUGRÉ MAMBÉ APPELLE A DÉPASSER LE TAUX DE TRANSFORMATION DE 57% ET LA PRODUCTION DE 1,5 MILLION DE TONNES ACTUELLEMENT

Le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, a appelé à aller au-delà du taux actuel de 57 % de transformation de la noix brute de cajou et de la production annuelle de 1,5 million de tonnes par la Côte d'Ivoire. Il a lancé ce message, le jeudi 26 novembre 2026 au Palais de la Culture d'Abidjan-Treichville, à l'ouverture officielle de la 5ème édition du Salon International des Équipements et des Technologies de Transformation de l'Anacarde (SIETTA) organisée par le Conseil Coton Anacarde Karité autour du thème : « La transformation de l'anacarde : au-delà de l'amande ». « Nous le pouvons. La Côte d´Ivoire a dépassé ses prévisions de production de noix brute de cajou et le taux de transformation tel que souhaité. Je voudrais qu´on acclame les producteurs et transformateurs ». Pour le Chef du gouvernement, il est grand temps que les jeunes ivoiriens s´intéressent aux sciences et aux techniques pour que nous puissions fabriquer ici, en Côte d´Ivoire, les machines qui servent à faire la transformation.

ÉLECTRICITÉ : LE GOUVERNEMENT MOBILISE 3,4 MILLIARDS FCFA POUR LE STOCKAGE D´ÉNERGIE PAR BATTERIES

Le gouvernement a ratifié un accord de prêt d´un montant total de 5,2 millions d´euros, soit 3 410 976 400 francs CFA, conclu le 18 juillet 2026 entre l´Association Internationale de Développement (IDA) et la République de Côte d´Ivoire pour le stockage d´énergie par batteries. L'information a été donnée par le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, à l'issue du Conseil des ministres, le 25 novembre 2026 à Abidjan. Ce financement additionnel est destiné au Projet régional d´accès à l´électricité, dans son volet BEST (Battery Energy Storage Technology) qui signifie en français, la technologie de stockage de l´énergie par les batteries. Le projet vise à accroître l´accès aux réseaux électriques, à renforcer la stabilité du système électrique et à favoriser l´intégration des énergies renouvelables dans le système d´échange d´énergie électrique ouest-africain. Le projet prévoit la fourniture et l´installation d´un système de stockage d´énergie par batterie d´une capacité de 205 MW, destiné à assurer le contrôle de fréquence du réseau et à permettre la connexion au jeu de barres de 225 kilovolts des sous-stations concernées. (Source : CICG)

ANACARDE : ABIDJAN VISE AU-DELÀ DE 57 % DE TRANSFORMATION LOCALE

À l´ouverture de la cinquième édition du Salon International des Équipements et des Technologies de Transformation de l´Anacarde (SIETTA), ce jeudi 26 novembre 2026 à Abidjan, le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, a exhorté les acteurs de la filière à intensifier leurs efforts. Il s´agit désormais de dépasser le taux actuel de transformation de 57 % et la barre des 1,5 million de tonnes de production annuelle. Organisé par le Conseil du Coton et de l´Anacarde sous le thème « La transformation de l´anacarde : au-delà de l´amande », l´événement a salué la résilience des producteurs. « La Côte d´Ivoire a dépassé ses prévisions de production de noix brute de cajou et le taux de transformation souhaité », s´est réjoui le Chef du gouvernement devant un parterre de professionnels réunis au Palais de la culture d´Abidjan-Treichville.

Société

INFRASTRUCTURES SANITAIRES : LE GOUVERNEMENT CRÉE L´INSTITUT NATIONAL DE CANCÉROLOGIE ET D´ONCOLOGIE MÉDICALE DE GRAND-BASSAM (INCOM)

Le Conseil des ministres du 25 novembre 2026 a adopté un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement d´un Établissement Public Hospitalier National dénommé Institut National de Cancérologie et d´Oncologie Médicale de Grand-Bassam, en abrégé INCOM. L'INCOM est dédié à la mise en œuvre d'activités de soins et de recherche en cancérologie. Il est chargé de la prise en charge globale des cancers à travers la radiothérapie, la radiologie et l'oncologie médicale, en complément de l'offre de soins existante, assurée par le Centre National d'Oncologie Médicale et de Radiothérapie Alassane Ouattara (CNRAO) et l'Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan, créés respectivement en 2018 et 2020. L'INCOM sera implanté dans la commune de Grand-Bassam, sur une superficie de cinq hectares. Il aura une capacité d'accueil de 200 lits et comprendra six (6) salles d'opération. Il sera doté de bunkers de radiothérapie conformes aux normes internationales, ainsi que d'une unité de médecine nucléaire et d'équipements de pointe, notamment un PET Scan et une IRM. (Source : CICG)

FILETS SOCIAUX : 100 000 NOUVEAUX MÉNAGES BÉNÉFICIENT DES TRANSFERTS MONÉTAIRES DU GOUVERNEMENT

Cent mille ménages supplémentaires issus du Registre Social unique bénéficient désormais du Programme des filets sociaux, pour la période 2027-2029, portant ainsi à 627 000 le nombre total de ménages touchés depuis son lancement en 2017. Le démarrage effectif du paiement de leurs allocations trimestrielles a eu lieu, ce jeudi 26 novembre 2026, à Agboville, lors d'une cérémonie présidée par la ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Myss Belmonde Dogo en présence du ministre de la Santé, Pierre N'gou Dimba, par ailleurs président du conseil régional de l´Agnéby-Tiassa et de plusieurs milliers de femmes de la région. Chaque ménage bénéficiaire reçoit une allocation de 36 000 F CFA tous les trois mois pendant trois ans, assortie d'un accompagnement et de formations destinés à favoriser son autonomisation. Avec cette nouvelle cohorte, le montant cumulé des transferts effectués à l'échelle nationale depuis 2017 devrait atteindre 241 milliards de F CFA, contre plus de 225 milliards à fin octobre 2026. Pour Myss Belmonde Dogo, ce dispositif traduit la volonté de l'État de soutenir durablement les familles les plus fragiles. « Les filets sociaux ne sont pas une faveur que l'État accorde, ils sont un devoir qu'il assume », a-t-elle affirmé.

Culture

SICA 2026 : LE GOUVERNEMENT RÉAFFIRME SA VOLONTÉ DE PROMOUVOIR L'INDUSTRIE CULTURELLE ET DE FAIRE RAYONNER LES ARTISTES

Procédant à l'ouverture de la 4e édition du Salon International du Contenu Audiovisuel d'Abidjan (SICA), ce jeudi 26 novembre 2026, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, Robert Beugré Mambé, Premier Ministre, a réitéré la volonté du gouvernement d'œuvrer à la promotion de l'industrie culturelle et au rayonnement des artistes. Cette cérémonie, portant sur le thème « Économie des contenus et diplomatie culturelle : mieux structurer l´Industrie audiovisuelle et cinématographique en Afrique », a enregistré la présence de nombreux ministres, des partenaires techniques et financiers, ainsi que celle du Japon, pays à l'honneur, et d'autres délégations venues du Bénin, du Cameroun et du Sénégal. Haut patron de cette édition, Robert Beugré Mambé a souligné que le gouvernement met un point d'honneur à convaincre tous les acteurs de

la chaîne de valeur afin que l'industrie orange prenne son envol en Côte d'Ivoire. « Le Président de la République, Alassane Ouattara, déploie tous les efforts possibles pour faciliter la promotion de l´industrie culturelle et au rayonnement de tous les acteurs de ce secteur d'activité », a-t-il assuré. Et ce, en permettant à la Côte d'Ivoire de se doter de tous les moyens et des infrastructures possibles.



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

